L'ambassade de France à Moscou, emblème d'une collaboration franco-soviétique durant la Détente ?

The French Embassy at Moscow, an emblem of Franco-Soviet collaboration during the period of Détente

Marie-Alice Lincoln

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/15866>

DOI : 10.4000/insitu.15866

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

Marie-Alice Lincoln, « L'ambassade de France à Moscou, emblème d'une collaboration franco-soviétique durant la Détente ? », *In Situ* [En ligne], 34 | 2018, mis en ligne le 04 mai 2018, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/15866> ; DOI : 10.4000/insitu.15866

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

L'ambassade de France à Moscou, emblème d'une collaboration franco-soviétique durant la Détente ?

*The French Embassy at Moscow, an emblem of Franco-Soviet collaboration
during the period of Détente*

Marie-Alice Lincoln

- ¹ Au tournant du xx^e siècle la France commença à établir ses ambassades dans des bâtiments adaptés à l'exercice de la diplomatie et ce, de façon pérenne, afin de donner, notamment au travers des édifices qui symbolisaient sa présence sur le sol étranger, une apparence de stabilité politique¹. Le ministère des Affaires étrangères a donc progressivement constitué un patrimoine immobilier remarquable, en particulier au cours de la seconde moitié du xx^e siècle. D'importants projets de construction ont ainsi marqué cette période, mettant en avant une modernité architecturale à la fois esthétique, technique et industrielle². Dans ce contexte, l'ambassade de France à Moscou, construite entre 1972 et 1979 par l'architecte Joseph Belmont, est particulièrement intéressante (fig. 1).

Figure 1

Façade sud de l'ambassade de France à Moscou.

© L'Architecture d'Aujourd'hui, avril 1980.

- 2 Les Français étaient représentés à Moscou officiellement depuis le XVIII^e siècle, un consulat de France y ayant été implanté dès 1760. Cependant, ce n'est qu'au moment du rétablissement des relations diplomatiques avec l'URSS, en 1924, qu'une ambassade française y fut définitivement installée³. Celle-ci se trouvait auparavant dans l'ancienne capitale russe, Saint-Petersbourg. Depuis 1937, les Français occupaient un hôtel particulier moscovite de la fin du XIX^e siècle en plein cœur de la ville, la maison Igoumnov (**fig. 2**). Malgré l'installation sur son terrain de la chancellerie et du consulat dans des bâtiments annexes⁴, elle devint rapidement trop exiguë et, à la fin des années 1960, elle présentait déjà de nombreux dysfonctionnements⁵. En 1972, le ministère des Affaires étrangères décida de construire un nouveau bâtiment destiné à accueillir l'ambassade de France, ainsi que des logements pour son personnel.

Figure 2

Maison Igoumnov. Les bâtiments en arrière-plan ont été détruits pour laisser place à la nouvelle ambassade.

© SIAF/Cité de l'architecture et du patrimoine/Archives d'architecture du xx^e siècle, fonds Joseph Belmont 073 IFA 010.

- 3 Comme toutes les ambassades, celle que réalisa Joseph Belmont est avant tout un édifice fonctionnel, regroupant différents services nécessaires à la gestion des relations internationales. De ce point de vue, le nouveau bâtiment occupé par la chancellerie diplomatique répond de façon pertinente à cet impératif. Mais tout en étant « l'outil de travail de l'ambassadeur⁶ », elle est aussi un « symbole en soi⁷ » puisque, de par sa fonction, elle est le lieu même de la représentation de la France à l'étranger. Nous formulons aussi l'hypothèse que l'architecture de l'ambassade de France à Moscou, aussi fonctionnelle et emblématique soit-elle, a été déterminée par un contexte international conflictuel. Pour tenter de le vérifier, nous évoquerons en premier lieu le cadre institutionnel de la commande, ainsi que les conditions d'implantation de l'édifice à l'étranger, dans le paysage moscovite, avant d'analyser la réponse de l'architecte à cette commande du ministère des Affaires étrangères. Enfin, nous nous intéresserons à l'image de la France véhiculée à travers cet édifice diplomatique.

L'ambassade, une construction française à l'étranger

Un contexte institutionnel aux acteurs multiples

- 4 Quel que soit le pays d'implantation de l'ambassade, le ministère des Affaires étrangères entend établir sa mission dans des édifices dignes de ses fonctions. Rappelons que les ambassades sont des lieux prestigieux qui abritent les représentants du pouvoir national. Le ministère prend ainsi entièrement en charge leur construction, de manière à disposer de bâtiments répondant au mieux aux exigences diplomatiques. Dans cette perspective, il

est créé en mai 1969 un service des Immeubles et des Affaires générales (SIAG), qui succède au service des Immeubles à l'étranger (SIME)⁸. Ce nouveau service comprend alors une section dédiée aux « investissements immobiliers », chargée des opérations de grande envergure, telle que la construction de l'ambassade de France à Moscou. L'intérêt de ce changement réside dans le fait que le ministère se soit adjoint des services techniques qualifiés pour « donner une image favorable de la France à l'étranger, par le biais de l'architecture et de la décoration de [ses] ambassades »⁹. Dans ce contexte, le ministère veut construire à Moscou « une ambassade digne de ce nom¹⁰ », cette dernière devenant un symbole de sa modernisation.

- 5 Il est bien entendu significatif que pour une telle mission, on choisisse un architecte français plutôt qu'étranger¹¹ : la construction d'une ambassade est avant tout une affaire nationale, relevant d'une culture et d'un point de vue français. En 1972, la maîtrise d'œuvre de ce projet est donc confiée à l'architecte Joseph Belmont, en association avec Jean-Paul Gautron. En sa qualité d'architecte des Bâtiments civils et des Palais nationaux, architecte en chef des Résidences présidentielles et architecte de l'Élysée¹², Joseph Belmont est particulièrement bien placé pour réaliser ce haut lieu de la représentation française à Moscou. Il avait assisté l'architecte Jean Démaret (1897-1967) lors de la construction de l'ambassade de France à Tokyo entre 1954 et 1956, une première expérience dans ce domaine qui lui fut certainement profitable. Du reste, Joseph Belmont avait été désigné dès 1967 pour faire une première étude de terrain à Moscou, ce qui lui donne une bonne connaissance du contexte local.
- 6 Cependant, si le cadre semble principalement français, l'implication soviétique conditionne en réalité une part importante du projet. En effet, toute construction du gouvernement français sur le sol étranger nécessite une autorisation préalable¹³. Pour exemple, bien que la France soit officiellement libre de toute contrainte stylistique, elle doit se plier aux règles d'urbanisme locales et aux recommandations qui lui sont faites, sous peine de voir son projet refusé¹⁴. Ainsi, pour cette nouvelle ambassade, les Soviétiques contestent les toitures initialement prévues par l'architecte¹⁵. En outre, les services de l'UPDK (Bureau de services pour le corps diplomatique soviétique) sont particulièrement impliqués dans la conduite du projet. Ils bénéficient de l'expérience d'un département spécifique à la construction et font également le lien avec les services d'urbanisme moscovites, le Mossoviet. De plus, ce sont les Russes qui établiront le projet d'exécution de l'ambassade française et qui construiront le bâtiment dans sa majeure partie, naturellement en liaison avec le ministère des Affaires étrangères et son architecte français. Cette collaboration, parfois contraignante entre la France et la Russie, apparaît comme l'essence même d'un échange diplomatique.

Implantation à l'étranger et intégration urbaine

- 7 Si une ambassade est systématiquement implantée dans la capitale du pays d'accueil afin d'être au plus près du pouvoir local, sa situation dans la ville résulte d'un consensus entre le pays constructeur et l'État qui l'accueille, car c'est bien le second qui accorde officiellement un droit de présence au premier. L'ambassade de France à Moscou est pour sa part située dans un secteur historique du centre-ville, le quartier Zamoskvoretche, qui n'est au demeurant pas réputé être un quartier d'ambassades¹⁶. Le terrain affecté à la construction de la nouvelle chancellerie jouxte celui de la maison Igoumnov, qui accueille donc déjà la représentation française et qui est conservée comme résidence de

l'ambassadeur (**fig. 3**). La parcelle s'étend de l'avenue Dimitrova à l'ouest¹⁷ à la rue Kazansky à l'est.

Figure 3

Plan de situation de l'ambassade de France à Moscou, 25 novembre 1974.

© SIAF/Cité de l'architecture et du patrimoine/Archives d'architecture du xx^e siècle, fonds Joseph Belmont 073 IFA 011.

- 8 Au moment de la construction de la chancellerie, tout le quartier est en cours de restructuration¹⁸ et cette implantation paraît être la meilleure qui soit¹⁹ ; d'une part la rue Dimitrova doit être élargie dans le cadre du plan d'urbanisme de Moscou pour devenir une prestigieuse avenue allant jusqu'à la Moskova et constituer la « voie triomphale » de Moscou²⁰, reliant notamment l'aéroport de Vnoukovo et le Kremlin ; d'autre part le quartier regroupe de nombreux bâtiments officiels russes, comme le MID (ministère des Affaires étrangères) ; enfin, la proximité de la parcelle avec la maison Igoumnov la rend particulièrement intéressante. En effet, le fait de regrouper la résidence de l'ambassadeur et la chancellerie présente un avantage fonctionnel évident, tout en constituant un atout sécuritaire supplémentaire ; une galerie souterraine reliant les deux corps de bâtiments a même été prévue²¹. Toutefois, ce regroupement stratégique est réalisé au profit d'une relative autonomie des deux édifices, car le parti est pris d'isoler la résidence, au caractère privé, du mouvement qui anime une ambassade.
- 9 Sur le plan juridique, une ambassade n'est que propriété de la France, son territoire appartenant toujours au pays dans lequel elle est implantée. Pour autant, elle bénéficie du principe d'inviolabilité, exposé dans la convention de Vienne de 1961 (article 22)²². Ses bâtiments sont donc expressément protégés des intrusions. Dans cette perspective, il revient à l'architecte de délimiter explicitement la parcelle qui lui est assujettie, d'en définir ses frontières. D'autant que l'ambassade, en tant que symbole de la France à

l'étranger, est un lieu médiatisé, un lieu de représentation qui véhicule l'idée du pouvoir d'un État, et par conséquent potentiellement exposé. À Moscou, cette nécessité sécuritaire se matérialise dans une enceinte périmétrique constituée à la fois d'un mur et de grilles. Néanmoins, bien que ces dernières, disposées en face des entrées principales, permettent un effet de perspective depuis la rue vers le bâtiment (**fig. 4**), le caractère défensif qui émane inévitablement de l'enceinte compromet l'idée d'une possible intégration de l'ambassade de France à son contexte urbain. Elle contribue même à ce que celle-ci soit perçue comme une « citadelle diplomatique²³ ».

Figure 4

Entrée de l'ambassade sur la rue Dimitrova.

© L'Architecture d'Aujourd'hui, avril 1980.

- 10 De même, l'aspect extérieur du bâtiment dessiné par Joseph Belmont participe à cette affirmation institutionnelle. Les façades, traitées en tuf ocre rouge d'Arménie et en marbre blanc de Koelga, sont incontestablement monumentales. L'édifice même, bien que volumétriquement complexe, rend compte d'une certaine démesure (environ 100 mètres de long pour 35 de large) (**fig. 5**). Massivité, austérité et opacité sont alors autant d'arguments allant dans ce sens, comme l'impossibilité d'avoir une vision globale de l'édifice. En effet, dans une note sur le parti architectural adopté en juillet 1973, Joseph Belmont précise justement que « l'aspect monumental de l'entrée marquera bien l'importance des nouveaux bureaux »²⁴. Ainsi, cette monumentalité est assumée et se justifie, pour l'architecte, par la nature même de l'ambassade. Pour autant, sa quête n'a rien d'exceptionnel dans le paysage moscovite où il est courant que les dimensions apportent une certaine « grandeur » aux édifices²⁵. Le bâtiment conçu par Joseph Belmont tend aussi à se différencier de son environnement bâti par son style, post-moderne. L'architecte met en avant la cohérence stylistique de l'édifice mais fait peu de cas d'une quelconque harmonie avec l'architecture environnante. « L'organisation des volumes et le dessin des façades ont été arrêtés de façon à constituer, avec la résidence et les jardins avoisinants, un ensemble homogène à l'échelle humaine qui contrastera avec les autres

constructions voisines », explique-t-il en 1973²⁶. La volonté de différencier les bâtiments français est même assumée, malgré les quelques réticences émises par les Soviétiques sur ce point²⁷. Cette « rupture » de style rejoint finalement l'hétérogénéité formelle constatée à Moscou dans les années 1970, la ville se caractérisant en effet en partie par « des architectures souvent disparates [coexistant] de façon harmonieuse²⁸ ».

Figure 5

Perspectives de l'ambassade de France à Moscou, 18 décembre 1973.

© SIAF/Cité de l'architecture et du patrimoine/Archives d'architecture du xx^e siècle, fonds Joseph Belmont 073 IFA 010.

Un édifice où le fonctionnel prime

Des solutions architecturales pour un programme pluriel

- 11 Le ministère des Affaires étrangères accorde un soin particulier au fonctionnement interne des ambassades dont il initie les constructions, afin d'en faire des lieux de travail et de vie fonctionnels et confortables. Pour l'ambassade de France à Moscou, un programme technique précis est défini (1972), prenant en compte les besoins du poste²⁹. Ce programme est, en de nombreux points, semblable au « programme type » établi pour les ambassades qui lui sont contemporaines³⁰. Ainsi, celui de Moscou définit sept sections spécifiques³¹ que l'architecte organise sur une superficie totale de 15 000 mètres carrés³². Dans le cas présent, la promiscuité entre les bureaux administratifs, d'accès plus ou moins restreint, et les espaces de réception officiels nécessite une organisation extrêmement pragmatique. Cette ambassade est donc pensée d'abord en termes de fonctionnalité et d'efficacité avant d'être formalisée sous l'angle de la représentation.

- 12 Dès 1967, Joseph Belmont avait conçu un premier projet qui devait occuper une parcelle située au même endroit mais plus petite que celle finalement accordée par les Soviétiques. Ses différentes esquisses consistaient en un maillage de plusieurs bâtiments, affectés aux divers services de l'ambassade (**fig. 6**).

Figure 6

Esquisse d'une étude de terrain pour la construction d'une nouvelle ambassade, 1967.

© SIAF/Cité de l'architecture et du patrimoine/Archives d'architecture du xx^e siècle, fonds Joseph Belmont 073 IFA 009.

- 13 Il conserve ce parti dans un second projet établi pour la parcelle définitive (vers 1972), et bien que ce dernier ait lui aussi été abandonné, il permet de comprendre ce qui va finalement prévaloir dans l'organisation spatiale de l'ambassade telle qu'elle sera édifiée. Joseph Belmont regroupe en effet les services de même nature, fonctionnant de façon relativement autonome : les locaux situés à l'écart des circulations du grand public d'abord, puis les bureaux directement accessibles et les locaux communs à l'ensemble des services, et enfin les locaux annexes³³. Les bureaux du consulat, le service commercial, la presse et le service culturel, par exemple, étaient installés près de l'entrée est, sur la rue Kazansky. À l'ouest, sur la rue Dimitrova, étaient prévus le hall de la chancellerie, une salle de réunion et une salle de réception. Au centre, la chancellerie diplomatique et les bureaux militaires faisaient le lien (**fig. 7**).

Figure 7

Premier projet sur la parcelle définitive de l'ambassade de France à Moscou, circa 1972.

© SIAF/Cité de l'architecture et du patrimoine/Archives d'architecture du xx^e siècle, fonds Joseph Belmont 073 IFA 012.

- 14 Le projet définitif (1973) conserve, tout en l'adaptant, ce principe de répartition des services. Cependant, le bâtiment n'est plus constitué que d'une seule grande nef, reliant la rue Dimitrova à la rue Kazansky. Cette nouvelle disposition permet de bien dissocier les deux parties constituant les bureaux de l'ambassade, en réservant à chacune d'elles une entrée autonome, tout en réalisant un bâtiment compact, dont Joseph Belmont met en avant le caractère adapté aux conditions climatiques locales³⁴. Il dégage aussi sur l'avenue Dimitrova un espace traité en jardin de façon à prolonger celui de la résidence (**fig. 8**).

Figure 8

Plan masse de l'ambassade, 25 novembre 1974.

© SIAF/Cité de l'architecture et du patrimoine/Archives d'architecture du xx^e siècle, fonds Joseph Belmont 073 IFA 011.

- 15 La construction de cette nouvelle ambassade est justifiée par une activité politique et administrative de plus en plus importante³⁵ et, avant toute chose, la mission de Joseph Belmont consiste donc bel et bien à organiser un lieu de travail. Pour ce faire, il répartit les différents services de l'ambassade sur quatre niveaux, chacun divisé en deux sections : une large à l'ouest et une plus étroite à l'est. Au rez-de-chaussée se trouvent regroupés autour d'un jardin couvert, à proximité de la rue Kazansky, la loge du concierge, les locaux du service diplomatique soviétique (UPDK), le service de presse et une partie du service culturel, ainsi qu'un cabinet médical. Sur l'avenue Dimitrova, un hall d'entrée principal dessert à la fois la salle de conférence du sous-sol, les grands locaux de réception du rez-de-chaussée et les bureaux militaires et les bureaux de la chancellerie situés au 1^{er} et au 2^e étage (**fig. 9**). La partie publique du consulat et la seconde partie des bureaux du service culturel sont également au 1^{er} étage, réparties autour du vide du hall/jardin. Au-dessus se trouvent la partie privée du consulat et les bureaux du service économique et commercial. Cette proximité est particulièrement favorable en URSS, car « les questions traitées par la mission commerciale ont très souvent un aspect politique au moins implicite, qui rend indispensables des contacts très étroits avec la chancellerie »³⁶. Le dernier étage abrite non seulement des locaux techniques mais aussi des pièces à vocation particulière, interdites au public, tels que le service du chiffre ou la chambre sourde³⁷. Les services sensibles de la chancellerie sont ainsi volontairement mis à distance du public.

Figure 9

Plan du rez-de-chaussée de l'ambassade, 1^{er} mai 1978.

© SIAF/Cité de l'architecture et du patrimoine/Archives d'architecture du XX^e siècle, fonds Joseph Belmont 073 IFA 009.

- 16 Il existe en réalité une hypersectorisation des espaces au sein des ambassades en général et de celle construite par Joseph Belmont à Moscou en particulier. Cette hypersectorisation est justifiée par une importante diversité programmatique et une haute exigence sécuritaire. Cependant, le caractère secret intrinsèque aux ambassades se traduit souvent par un aspect extérieur plutôt discret, qui ne dévoile pas explicitement leur organisation interne³⁸. L'étude des espaces de circulation permet de mieux la percevoir. Ici, les deux halls principaux concentrent les différentes voies de distribution (escaliers et ascenseurs), et définissent par conséquent deux parties distinctes à l'intérieur du bâtiment : l'une officielle, à l'ouest, et une autre, qui l'est moins, à l'est. Par ailleurs, Joseph Belmont fait de la gestion des flux une problématique essentielle de son projet. En effet, l'ambassade est divisée en trois zones : la première est destinée à recevoir le public (consulat, service culturel, etc.), puis la « zone protégée », ne reçoit du public que sur invitation (mission militaire, chancellerie diplomatique) et la « zone interdite », n'est accessible qu'aux personnes habilitées (service du chiffre et certaines sections du service militaire par exemple). Le principe de filtration de sûreté imaginé par l'architecte permet de contrôler les voies de distribution, et donc de limiter l'accès à ces zones. Il a en effet fait en sorte qu'une sélection progressive et hiérarchique s'effectue au sein du bâtiment : plus on progresse dans l'édifice, plus l'accès y est restreint. C'est pourquoi le périmètre interdit de l'ambassade, installé au niveau le plus haut du bâtiment, n'a qu'un seul accès : un escalier unique qui le relie à la chancellerie.
- 17 Il convient cependant d'aborder cette question de l'accès au public sous un angle moins restrictif car l'ambassade reste un lieu d'accueil. La pratique diplomatique nécessite une organisation particulière à laquelle Joseph Belmont donne corps dans son édifice. La cour d'honneur, sur la rue Dimitrova, constitue une première disposition protocolaire appréciable puisqu'elle induit une distance entre la grille d'entrée et le corps de bâtiment. Dans cette cour, utilisée lors des réceptions officielles, un auvent permet aux invités d'honneur de descendre à couvert. Une fois le seuil d'entrée franchi, le visiteur traverse le hall principal pour atteindre le grand salon de réception qui se trouve dans son prolongement, participant à la mise en scène d'une progression solennelle (fig. 10).

Figure 10

Salon de réception, implantation 16 et 19 places, 20 mai 1975.

© SIAF/Cité de l'architecture et du patrimoine/Archives d'architecture du xx^e siècle, fonds Joseph Belmont 073 IFA 011.

- 18 De l'autre côté de l'édifice, une entrée est réservée au public, au sens large du terme. Ce dernier est invité à traverser la cour donnant sur la rue Kazansky pour gagner l'édifice et son jardin d'hiver qui fait office de lieu de rencontre (**fig. 11**). La notion d'accueil du public au sein de l'ambassade de Moscou est particulièrement mise au cœur du projet, tant par l'architecte que par ses collaborateurs. Le décorateur Alain Richard³⁹ intitule ainsi un chapitre de son descriptif estimatif sommaire des travaux d'aménagement et de décoration : « Étude du traitement d'ambiance des locaux accessibles aux publics⁴⁰ », ce qui témoigne de l'intérêt porté à cette question.

Figure 11

Vue sur le hall public.

© *L'Architecture d'Aujourd'hui*, avril 1980.

- 19 Toutefois, comme tout édifice diplomatique, l'ambassade de Moscou doit aussi se protéger des intrusions, parce qu'elle accueille du public, qu'elle abrite des informations sensibles, et qu'elle représente la France.

Des exigences de sûreté

- 20 Les relations diplomatiques entre la France et l'Union soviétique reposent, on le verra, sur une entente toute relative qui nécessite de prendre d'importantes mesures pour la sécurité de l'édifice et du personnel diplomatique. Pour l'ensemble des ambassades, ces préoccupations à propos de la sûreté des lieux prennent de l'ampleur à partir des années 1960⁴¹ et, au moment de la construction de l'ambassade de France à Moscou, elles sont particulièrement prégnantes. Il semble même que Joseph Belmont pense l'édifice dans ce sens car le contexte de la guerre froide a fait de l'espionnage un risque majeur. Le ministère des Affaires étrangères possède justement un service de sécurité spécifique pour gérer ces questions⁴². Ainsi, des équipements spécialisés sont prévus : la salle de réunion bénéficie de l'installation d'une chambre sourde, le service du chiffre comporte une cage de Faraday⁴³ et des portes blindées sont également installées⁴⁴. De même, alors que la construction de l'ambassade est réalisée par les Russes, le second œuvre des zones sensibles est exécuté par des entreprises françaises, tout comme le système de fermeture du bâtiment⁴⁵ qui, paradoxalement, aurait dû être une production soviétique⁴⁶, ce qui aurait posé quelques problèmes de sécurité.

Une construction soviétique : conséquences qualitative et sécuritaire

- 21 Il n'en demeure pas moins que la construction de cette ambassade est confiée, dans sa majeure partie, aux Soviétiques. Ces derniers imposent à l'architecte le recours à des éléments industrialisés, préfabriqués, couramment utilisés en URSS⁴⁷. De la même manière, la main-d'œuvre, les matériaux et les normes sont ceux du pays⁴⁸ (à l'exception

des travaux de climatisation, de décoration, et de second œuvre dans les niveaux protégés, comme on l'a déjà indiqué). Dès 1971, Joseph Belmont fait remarquer que les Russes sont « opposés à l'importation pour plusieurs raisons, dont certaines psychologiques (la Russie ne peut admettre qu'un bâtiment intéressant ait été construit par d'autres qu'eux)⁴⁹ ». Le premier problème que l'interventionnisme russe pose est d'ordre qualitatif. L'architecte en a témoigné : « avec ce chantier, j'ai découvert la pénurie dramatique dans laquelle vivait l'Union soviétique, seconde puissance économique mondiale : il n'y avait rien et tout était de mauvaise qualité en dehors des matériaux naturels⁵⁰ ». Le défi consistait donc à réaliser un édifice de qualité malgré cette contrainte. En outre, le fait que les Soviétiques interviennent dans la construction de l'ambassade a nécessité que l'on prenne des dispositions sécuritaires supplémentaires : une inspection soigneuse de tous les locaux a dû être effectuée après leur réalisation, entraînant même la démolition et la reprise de certaines installations (notamment électriques)⁵¹. Cela à la demande du service de sécurité du ministère des Affaires étrangères, afin de s'assurer que l'activité interne de l'ambassade reste confidentielle. Cette situation paradoxale peut paraître surprenante, mais elle était posée comme condition à l'édification du bâtiment. Pour autant, inscrire son action dans un tel « partenariat » a pu être bénéfique à l'image de la France, qui démontra ainsi son ouverture et sa capacité à mener des collaborations qu'elle entendait développer avec le pays hôte⁵².

Ambassade et représentation

L'ambassade un lieu de représentation idéal ?

- 22 La construction d'une ambassade n'est évidemment jamais dénuée de sens. Représentant la France à l'étranger, elle est porteuse de l'image que le pays souhaite donner de lui-même. Cette utilisation de l'architecture rejoint l'analyse que Jean-Yves Andrieux fait des édifices de la République. D'après lui, l'architecture a la capacité
- d'attirer le regard du citoyen, du promeneur, de l'usager, par sa qualité, la grandeur, la hardiesse ou la nouveauté de son exécution, ce qui fait d'elle le réceptacle naturel du message politique conçu par son commanditaire, interprété et transcrit par son architecture dans le langage de la pierre, du béton, du métal ou du verre [...] Elle doit exprimer l'exercice et la représentation de la souveraineté nationale⁵³.
- 23 L'architecture d'une ambassade, en tant qu'édifice public, devient le support idéal d'un discours sur la représentation nationale. En construire une offre donc la possibilité d'exprimer et de diffuser une idée, que cela concerne des valeurs culturelles ou l'esprit d'une politique internationale. Cette dimension représentative fait passer l'ambassade de la simple catégorie d'édifice à celle de monument français. Le bâtiment n'est plus uniquement fonctionnel mais devient symbolique. En réalité, il s'agit de se représenter à l'étranger tel que l'on souhaite être perçu par le reste du monde, à savoir, en ce qui concerne la France, comme une nation moderne, grande, forte, stable et prestigieuse.
- 24 Au début du ^{xx}e siècle, l'expression d'une identité française passait encore par un style classique officiel et un symbolisme allégorique, comme l'illustre l'ambassade de France à Belgrade (1924-1935, arch. Roger-Henri Expert) dont les décors sculptés expriment le caractère national⁵⁴. Les bas-reliefs figurant Vercingétorix, Jeanne d'Arc et Louis XIV sont explicites, tout comme les statues surmontant l'édifice, représentant la Liberté, l'Égalité

et la Fraternité. Mais à partir de la Seconde Guerre mondiale, l'architecture moderne puis post-moderne fournissent de nouveaux référentiels formels. Le bâtiment de l'ambassade de France à Moscou s'inscrit dans une actualité architecturale certaine, faisant de ce lieu un « instrument fonctionnel d'une représentation diplomatique moderne⁵⁵ ». Cependant, l'architecture s'étant internationalisée, il est plus difficile d'y trouver des références directes à la culture française, d'autant que les matériaux et le savoir-faire constructif mis en œuvre sont russes. Toutefois, le concepteur de l'édifice est un architecte français, issu d'une culture et d'une formation françaises, ce qui influence nécessairement le projet. Cependant, le ministère des Affaires étrangères ne semble pas encourager ses architectes à une créativité excessive : à la même époque, lors du concours pour l'ambassade de France à Washington (1975-1984, arch. André Remondet), il est précisé que « la notion de prestige qui s'attache nécessairement à un bâtiment public du type d'une ambassade ne doit pas entraîner l'imagination créatrice du concepteur au-delà de certaines limites, en particulier, tout geste architectural est à proscrire »⁵⁶.

La mise en œuvre de la diplomatie

- 25 Plus qu'un lieu de représentation de la culture française, l'ambassade de France à Moscou apparaît finalement comme le lieu symbolique d'un dialogue international. Construire cette ambassade constitue un acte chargé de sens pour les deux nations, exposé à la face du reste du monde. Il s'agit en premier lieu de matérialiser une collaboration politique, car l'ambassade est le résultat d'un dialogue entre les États, ce qui, dans le contexte international tendu de la guerre froide, représente un symbole fort. D'autant plus qu'il s'agit d'une « construction réciproque », puisque les Soviétiques se sont engagés à réaliser l'ambassade française dans leur pays, en même temps que les Français réalisaient la leur à Paris (1974-1976 ; arch. Igor Pokrovski et Anatoli Klimotchikine, au 40-50 boulevard Lannes)⁵⁷. La construction simultanée de ces deux édifices apparaît donc comme exemplaire d'un point de vue diplomatique, aboutissement de longues négociations. Dès 1946, la France avait en effet envisagé de construire une nouvelle ambassade à Moscou mais les Soviétiques y étaient réticents⁵⁸. Ce fut pourtant chose faite en 1979 et, bien que l'entreprise se soit révélée relativement complexe et que les relations aient souvent été conflictuelles, cela n'a jamais conduit à la rupture du dialogue entre les deux pays⁵⁹.
- 26 À ce sujet, l'exemple de la cérémonie de la pose de la première pierre est éloquent. Au cours d'un entretien entre Bruno de Leusse, ambassadeur de France à Moscou, et Nicolai P. Firioubine, représentant du ministère des Affaires étrangères soviétique, ce dernier demande expressément qu'une cérémonie soit organisée pour célébrer la construction de la nouvelle ambassade française, en réponse à celle qui avait été organisée à Paris pour l'ambassade soviétique⁶⁰. Les Français, d'abord réservés, y consentent finalement. La pose de la première pierre est alors l'occasion de vérifier leur collaboration, tout du moins en apparence. Ainsi, lors des discours prononcés le 18 novembre 1976 (six mois après le début des travaux), le représentant du comité exécutif du Mossoviet affirme que la matérialisation des accords passés en 1973 « est l'expression de la coopération variée et fructueuse entre la France et l'Union soviétique. Au cours des dix dernières années la coopération soviétique s'est manifestée activement dans toutes les directions et intérêts des deux pays, en faveur de la détente, de la paix, de la sécurité ». Il souligne aussi le caractère amical et ancien des liens qui les unissent et remarque « avec satisfaction que pendant l'établissement des plans d'exécution et la préparation de la construction une

atmosphère bienveillante s'est installée entre les spécialistes soviétiques et français »⁶¹. Cette version « politiquement correcte » est contredite par Joseph Belmont qui a, rétrospectivement, livré sa version des faits : « Nous devions sans cesse négocier, dans des conditions souvent difficiles et sans jamais très bien savoir si nous avions affaire à des commerçants orientaux ou à des ingénieurs capables d'envoyer des hommes dans l'espace »⁶². De son côté, l'ambassadeur de France se montre plus modéré : « Cette cérémonie marque officiellement le premier résultat apparent [...] d'un effort commun dont l'origine est ancienne » dit-il, et il reconnaît que cette construction parallèle « n'a été rendue possible que grâce à la coopération persévérante, parfois difficile, mais finalement fructueuse entre Français et Soviétiques »⁶³. Les constructions simultanées des ambassades française et soviétique posent néanmoins des questions : représentent-elles une intention réelle de collaboration internationale, un pas en faveur de la Détente, ou bien sont-elles un acte de propagande ? Quoi qu'il en soit, l'ambassade de France à Moscou devient le décor du théâtre de la diplomatie. Incarne-t-elle un réel dialogue entre les nations ou un terrain de confrontation en période de Détente puis de « guerre fraîche » ? Face à certains partis architecturaux, la question mérite d'être posée.

Une esthétique brutale et hermétique

- ²⁷ Dans une anecdote, Joseph Belmont⁶⁴ fait état d'un lien direct entre le parti pris esthétique du bâtiment et les préoccupations sécuritaires qui lui sont liées. Ayant appris que le ministère de l'Intérieur soviétique devait être construit sur la parcelle voisine, l'architecte a proposé à la maîtrise d'ouvrage de n'installer que des fenêtres obliques sur les façades de l'ambassade, empêchant ainsi les écoutes à travers les vitrages (**fig. 12**), mesure que les Russes critiquèrent mais qu'ils furent contraints d'accepter⁶⁵. L'esthétique de l'ambassade relève donc de considérations sécuritaires, et s'il s'agit bien d'un lieu d'accueil et de représentation officielle, son aspect extérieur n'en est pas moins austère.

Figure 12

Détail de façade avec fenêtres obliques.

© *L'Architecture d'Aujourd'hui*, avril 1980.

- 28 En effet, l'édifice semble d'un abord difficile, peu avenant. Il est vrai que le programme de 1972 précise que le froid et les chutes de neige qui sévissent à Moscou doivent conditionner le parti architectural : la multiplication des ouvertures, l'usage excessif de glaces et les surplombs étaient à éviter⁶⁶. Mais la massivité, la compacité de l'édifice malgré ses variations de hauteurs, de même que l'opacité de son enveloppe, lui donnent un air de forteresse (**fig. 13**). Il peut être comparé à un bunker, dans le sens où il s'agit d'un espace clos, militarisé et expressément protégé des attaques extérieures. Prenant l'allure de bloc impénétrable de par son enceinte, ses ouvertures restreintes et le barreaudage des fenêtres des étages inférieurs, l'ambassade de France à Moscou a l'allure d'une citadelle défensive. En outre, la monumentalité de l'édifice, justifiée par son caractère institutionnel, semble également rendre compte d'une attitude particulière de la France envers le pays d'accueil : sa présence sur le sol soviétique en est affirmée. Les « liens amicaux » entre deux nations qu'est censée symboliser l'ambassade sont, dans le cas présent, à relativiser.

Figure 13

Vue rapprochée de la façade sud de l'ambassade de France à Moscou.

© L'Architecture d'Aujourd'hui, avril 1980.

- 29 Il n'en demeure pas moins que l'ambassade de France à Moscou s'inscrit dans une longue filiation d'édifices diplomatiques. Exécutée par un architecte garant d'un savoir-faire français et en collaboration avec les services soviétiques, elle est l'expression d'une délégation du pouvoir français en URSS. Participant de la restructuration d'un quartier historique de la ville, les choix architecturaux qui ont guidé sa conception permettent de l'identifier comme un édifice institutionnel majeur.
- 30 Le programme établi par le ministère en 1972 ainsi que les réponses qu'y a apportées Joseph Belmont témoignent de la nécessité de considérer les ambassades comme des édifices utilitaires où l'efficacité prime. La rigueur de l'organisation de l'édifice, son hypersectorisation, avec ses zones « protégées » et « interdites », distinctes de celles accessibles au public, relève d'une architecture extrêmement sécurisée, bien qu'elle ait été construite en partie par les Soviétiques. Lors de la pose de la première pierre, l'ambassadeur de France à Moscou avait annoncé qu'il s'agirait d'une « chancellerie moderne, agréable et fonctionnelle⁶⁷ ». Joseph Belmont a sans doute relevé ce défi ; aujourd'hui encore, l'ambassade de France à Moscou continue de remplir sa mission et, bien qu'elle ait connu quelques modifications, celles-ci n'ont apparemment pas entraîné de transformation majeure de l'édifice⁶⁸. Cependant, cette construction a également traduit, au travers d'une esthétique brutale et hermétique, un contexte diplomatique tendu, de la même façon que l'ambassade soviétique à Paris arbore un style monumental chargé de sens (fig. 14, fig. 15).

Figure 14

Ambassade de Russie à Paris, vue de l'entrée principale.

Phot. Marie-Alice Lincoln, juillet 2014. © Marie-Alice Lincoln.

Figure 15

Ambassade de Russie à Paris, vue de l'angle sud.

Phot. Marie-Alice Lincoln, juillet 2014. © Marie-Alice Lincoln.

NOTES

1. - ALLAIN, Jean-Claude. « Architecture et Ambassade de France ». *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 24 [en ligne] : <http://www.univ-paris1.fr/autres-structures-de-recherche/ipr/les-revues/bulletin/tous-les-bulletins/bulletin-n-24/architecture-et-ambassades-de-france/> [consulté le 25/07/14].
2. - PAULAT, Claire. *L'Ambassade de France à Pretoria*. Paris : EA Paris-Villemin, 1999, TPFE, p. 23.
3. - BAUDEZ, Basile. « L'Ambassade de France à Moscou ». *Livraisons d'histoire de l'architecture*, vol. 4, n° 1, 2002, p. 69-85, ici p. 69.
4. - *Ibid.*, p. 77.
5. - Quelques services de l'ambassade étaient dispersés dans la ville, avec ce que cela impliquait comme problèmes de sécurité. (Note du 25 février 1972. Centre d'archives d'architecture (CAA) du xx^e siècle, 073 IFA 010).
6. - *Ambassades de France. Les Trésors du patrimoine diplomatique*. Paris : Perrin, 2000-2006, t. 2, 2003, p. 9.
7. - GIET, Stéphane. *Une ambassade de France à Montévidéo : l'architecture de la diplomatie*. Paris : EA Paris-Villemin, TPFE, 1999, p. 2.

8. - Notons que cette réforme ne prit réellement effet qu'en juillet 1972, date à laquelle le SIME cessa d'exister.
9. - Le service des Immeubles et des Affaires générales (Archives diplomatiques, 1587 INVA 4).
10. - Note du 25 février 1972. Doc. cit.
11. - Ceci s'appliquant à la majeure partie des ambassades construites au cours de la seconde moitié du ^{xx}e siècle, à l'exception notamment de l'ambassade de France en Corée du Sud (1959-1962, arch. Kim Chung up).
12. - « BELMONT JOSEPH (1928-2008) », Encyclopaedia Universalis [en ligne]: <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/joseph-belmont/> [consulté le 16/06/2014].
13. - Étude de terrain effectuée par Joseph Belmont du 30 mai au 6 juin 1967 (CAA du ^{xx}e siècle, 073 IFA 009).
14. - Construction de l'ambassade de France à Moscou, Servitude sur le terrain, 9 novembre 1972 (CAA du ^{xx}e siècle, 073 IFA 009).
15. - *Études et réalisations de J. Belmont*. Paris : D. Vincent et Cie, 1977.
16. - BAUDEZ, Basile. Art. cit., p. 71.
17. - Aujourd'hui, 45 Bolchaïa Iakimanka.
18. - « Ambassade de France, Moscou ». *L'Architecture d'aujourd'hui*, n°208, avril 1980, p. 61.
19. - Note du 25 février 1972. Doc. cit.
20. - *Ibid.*
21. - Implantation de la galerie reliant la chancellerie à la résidence, 4 mai 1976 (CAA du ^{xx}e siècle, 073 IFA 008).
22. - « Décret n° 71-284 du 29 mars 1971 portant publication de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques et du protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends, ouverts à la signature à Vienne le 18 avril 1961 ». *Legifrance* [en ligne]: <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000698482> [consulté le 28/08/2014].
23. - BRULEY, Yves. « L'ambassade idéale au ^{xix}e siècle : étude comparative des prix de Rome d'architecture de 1841 et 1869 ». *Livraisons d'histoire de l'architecture*, vol. 4, n° 1, 2002, p. 9-26, ici p. 12.
24. - Construction de l'ambassade de France à Moscou. Note sur le parti architectural. Études préliminaires, juillet 1973 (CAA du ^{xx}e siècle, 073 IFA 010).
25. - Coopération culturelle franco-soviétique, rapport de voyage en URSS du 10 au 20 septembre 1970 (CAA du ^{xx}e siècle, 073 IFA 009).
26. - Construction de l'ambassade de France à Moscou. Note sur le parti architectural. Études préliminaires. Doc. cit.
27. - Compte rendu de mission technique à Moscou du 5 au 8 septembre 1973 (CAA du ^{xx}e siècle, 073 IFA 009).
28. - Coopération culturelle franco-soviétique, rapport de voyage en URSS du 10 au 20 septembre 1970. Doc. cit.
29. - Programme, 22 mars 1972 (CAA du ^{xx}e siècle, 073 IFA 008).
30. - Programme-type pour une chancellerie moyenne, exemple de l'ambassade de France à Abidjan, 1^{er} janvier 1972 (Archives diplomatiques, 1587 INVA 4).
31. - Comprenant la chancellerie, les locaux annexes, les garages, les salles de réception, une école, le logement du concierge et les logements de fonction.
32. - Historique du « service des Immeubles et des Affaires générales » (Archives diplomatiques, 1587 INVA 4).
33. - Bureaux de l'ambassade de France à Moscou, proposition d'organisation spatiale (CAA du ^{xx}e siècle, 073 IFA 010).

34. - Construction de l'ambassade de France à Moscou. Note sur le parti architectural, études préliminaires. Doc. cit.
35. - Note du 25 février 1972. Doc. cit.
36. - *Ibid.*
37. - Espace bloquant les ondes sonores à des fins sécuritaires.
38. - PAULAT, Claire. *Op. cit.*, p. 24.
39. - 1926-2017. Sorti major des Arts décoratifs en 1949, ce designer est l'auteur de l'aménagement de l'aéroport d'Orly et de stations du RER.
40. - Nouvelle ambassade de France à Moscou, bâtiment de la chancellerie, descriptif estimatif sommaire des travaux d'aménagement et de décoration, 9 janvier 1973 (CAA du xx^e siècle, 073 IFA 009).
41. - Une lettre de l'ambassadeur de France à Tokyo au ministre des Affaires étrangères, du 19 mai 1966, évoque le fait que « la sécurité est aussi inexistante dans son Ambassade à Tokyo que dans la plupart de nos autres postes diplomatiques » (Archives diplomatiques, 1598 INVA 277).
42. - Compte rendu de la mission effectuée à Moscou du 20 au 24 juin 1978 (CAA du xx^e siècle, 073 IFA 033).
43. - Devis technique de la SIDEN-TELEC (CAA du xx^e siècle, 073 IFA 009).
44. - Liste des portes renforcées et ouvrages de protection spéciaux (CAA du xx^e siècle, 073 IFA 008).
45. - Compte rendu de réunion du 13 octobre 1976 (CAA du xx^e siècle, 073 IFA 008).
46. - Lettre de SETEC Bâtiment au ministère des Affaires étrangères, 13 mars 1975 (CAA du xx^e siècle, 073 IFA 008).
47. - « Ambassade de France, Moscou ». Art. cit., p. 61.
48. - Les normes appliquées sont celles du pays d'accueil ; toutefois, il est possible de les augmenter des normes spécifiques de ses propres constructions. Accords complémentaires entre le Gouvernement de la République française et l'URSS (CAA du xx^e siècle, 073 IFA 009).
49. - Réunion avec l'ambassade des États-Unis, 1^{er} mars 1971 (CAA du xx^e siècle, 073 IFA 008).
50. - DESMOULINS, Christine. *Joseph Belmont : parcours atypique d'un architecte*. Paris : Éd. PC, 2006, p. 51.
51. - Compte rendu de la réunion tenue au ministère des Affaires étrangères le 27 juin 1978 (CAA du xx^e siècle, 073 IFA 009).
52. - LINCOLN, Marie-Alice. *L'Architecture des ambassades de France au début du XXI^e siècle, une représentation diplomatique*. Mémoire de master 1 d'histoire de l'architecture sous la direction d'Éléonore Marantz, université Paris-1-Panthéon-Sorbonne, juin 2013, p. 21.
53. - ANDRIEUX, Jean-Yves. *L'Architecture de la République, les lieux de pouvoir dans l'espace public en France, 1792-1981*. Paris : SCÉREN-CNDP, 2009, p. 16.
54. - BRÉON, Emmanuel et SRETENOVIC, Stanislav. *Ambassade de France à Belgrade*. Paris : Éditions Internationales du Patrimoine, 2013.
55. - Concours pour la construction de l'ambassade de France à Washington, présentation générale (1974, CAA du xx^e siècle, 152 IFA 2225).
56. - *Ibid.*
57. - « Chère ambassade... ». *Le Figaro*, 19 novembre 1976 (CAA du xx^e siècle, 073 IFA 009).
58. - BAUDEZ, Basile. Art. cit., p. 83.
59. - Note de SETEC Bâtiment, 8 juillet 1975 (CAA du xx^e siècle, 073 IFA 008).
60. - Entretien de l'ambassadeur avec N. P. Firioubine, 12 août 1976 (CAA du xx^e siècle, 073 IFA 008).
61. - Projet de discours de la cérémonie de la première pierre du bâtiment de l'ambassade de France, texte de l'allocution soviétique, 18 novembre 1976 (CAA du xx^e siècle, 073 IFA 008).
62. - DESMOULINS, Christine. *Op. cit.*, p. 50.

63. - Pose de la première pierre, texte du discours de M. l'Ambassadeur, 18 novembre 1976 (CAA du XX^e siècle, 073 IFA 008).
64. - DESMOULINS, Christine. *Op. cit.*, p. 50.
65. - *Ibid.*
66. - Programme, 22 mars 1972. Doc. cit.
67. - Pose de la première pierre, texte du discours de M. l'Ambassadeur. Doc. cit.
68. - Les sources disponibles, dans l'état actuel des recherches, ne nous permettent pas de donner le détail de ces transformations.

RÉSUMÉS

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et plus encore à la fin des années 1970, le ministère des Affaires étrangères français a initié une politique de construction active afin de doter la France d'un patrimoine immobilier adapté à l'exercice de la diplomatie. L'ambassade de France à Moscou, construite entre 1972 et 1979 par Joseph Belmont, en est un exemple intéressant. Inaugurée sept ans après que le projet a été officiellement lancé, et plus de douze ans après que les premières intentions d'édification ont été exprimées, elle est le résultat d'une collaboration entre Français et Soviétiques qui s'est avérée parfois complexe. On s'attache ici, d'une part, au cadre institutionnel de la commande et aux conditions d'implantation de l'édifice à l'étranger, et d'autre part, aux solutions architecturales mises en œuvre par l'architecte, dans le contexte spécifique de la guerre froide.

After the Second World War, and even more in the late 1970s, the French Foreign Office initiated a policy of active construction to give the country embassy properties adapted to the exercise of diplomacy. The French embassy in Moscow, built between 1972 and 1979 by Joseph Belmont, is an interesting example. Inaugurated seven years after building was begun officially, and more than twelve years after the first summary plans, it is the result of collaboration between the French and Soviet authorities which sometimes proved complex. The focus here is twofold: on one hand, the institutional framework of the ministry and the conditions of designing French buildings abroad; and, on the other hand, the architectural solutions implemented by the architect, within the specific context of the Cold War.

INDEX

Keywords : French embassy, URSS, Moscow, Ministry of Foreign Affairs, Joseph Belmont, Jean-Paul Gautron, diplomatic building, extra-territoriality, chancellery, consulate, hypersectorisation, security filtering, representation, national architecture, diplomacy, international relations Cold War, Détente

Mots-clés : Ambassade de France, URSS, Moscou, ministère des Affaires étrangères, Joseph Belmont, Jean-Paul Gautron, édifice diplomatique, extraterritorialité, chancellerie, consulat, hypersectorisation, filtration sécuritaire, représentation, architecture nationale, diplomatie, relations internationales, guerre froide, Détente

AUTEUR

MARIE-ALICE LINCOLN

Guide-conférencière spécialisée en architecture contemporaine mariealicelincoln@hotmail.com